



**Déclaration préalable du Sgen-CFDT NPDC et du Sgen-CFDT Picardie
au CTA conjoint des académies de Lille et d'Amiens
du 28 janvier 2020**

Tout d'abord quelques mots pour déplorer l'hystérisation qui se manifeste parfois, au sein de l'éducation nationale et autour de la réforme des retraites, entre autres. Si le Sgen-CFDT respecte les positions de chacun sur le projet de réforme, il va sans dire qu'il condamne les actions « violentes » et toute tentative d'intimidation à l'image de l'intrusion récente de plusieurs individus au Rectorat d'Amiens et qui s'est soldée par des insultes adressées à certains personnels qui tentaient d'entamer le dialogue. Ce genre d'attitude n'apporte rien au débat et entretient un climat anxyogène.

Par ailleurs, en ce qui concerne le sujet qui nous réunit aujourd'hui, les services déconcentrés vont encore payer un lourd tribut avec la suppression de 9 postes de personnels administratifs. Le travail est-il tant en diminution pour que l'on puisse se passer de ces moyens ? Pourtant la loi de la Transformation Publique qui a pour conséquence l'interdiction des services de communiquer avec des représentants des personnels, va entraîner ipso facto une inflation du travail des personnels administratifs concernés par les opérations de gestion de carrière. Faudra-t-il encore redéployer les moyens et réorganiser des services ? Ou peut-être ces suppressions sont-elles le fruit de la réorganisation territoriale, de cette pré-fusion qui ne dit pas son nom... Nous attendons avec une grande curiosité les explications qui justifieront la suppression de ces postes. Nul doute que ces suppressions conduiront à une charge de travail accrue pour les personnels administratifs et donc à une dégradation de leurs conditions de travail mais également de fait, à une dégradation du service rendu aux usagers et aux personnels de l'Education Nationale.

Sur l'évolution de la carte de la voie professionnelle, nous ne pouvons que constater des ouvertures et des fermetures de section sans discussion de fond préalable. On peut alors se demander si certaines fermetures ne sont pas prématurées. Par ailleurs il n'y a aucune ouverture de formation concernant le développement de métiers liés à l'innovation comme ceux de l'intelligence artificielle. Ne serait-il pas nécessaire de mener une réflexion globale sur l'évolution des métiers avec l'ensemble des acteurs concernés à savoir les acteurs sociaux de l'Éducation Nationale et ceux de l'interprofessionnel afin de mieux appréhender la réalité des évolutions ? Nous ne pouvons plus nous contenter de constater des fermetures et des ouvertures sans perspectives claires et concertées. Le dialogue social, ce n'est pas se contenter, comme nous l'avons déjà dit lors du dernier CTA de l'Académie d'Amiens, d'organiser des instances qui ne servent qu'à entériner des décisions déjà prises et souvent déjà communiquées aux établissements.